

Financiers, philanthropes : Vocations éthiques et reproduction du capital a Wall Street depuis 1970 [Nicolas Guilhot]

Autor(en): **Graz, Jean-Christophe**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **13 (2006)**

Heft 1

PDF erstellt am: **22.09.2024**

Nutzungsbedingungen

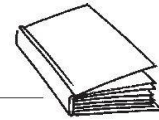
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



donneurs, à jouir de la dépense pure et de la transgression des valeurs du capitalisme. (249) La «nouvelle philanthropie» partage donc aussi de nombreux traits avec l'ancienne. Et l'auteur ne tient pas à trancher sur cette question de la continuité entre les générations de philanthropes américains.

La «nouvelle» comme l'ancienne philanthropie sont, toutes deux, des actions de «régulation interne et externe» (169) pour les entreprises. Mais c'est le mode de régulation, au sens que les économistes régulationnistes donnent à ce terme, qui a changé d'une période à l'autre. On aurait aimé voir esquissée, dans cet ouvrage, une mise en relation de la conjoncture économique avec la conjoncture philanthropique des dernières années. Il semble en effet y avoir une forte dépendance de la nouvelle philanthropie envers les fluctuations des marchés financiers. On peut se demander, à cet égard, ce qu'est devenue la philanthropie des «nouveaux riches» de la côte Ouest après le 11 septembre 2001 et la contraction générale des donations de la part de fondations américaines. Mais c'est, on l'a vu, un des mérites de ce livre que de parvenir, en l'absence de données économiques, à montrer que même lorsque la philanthropie tend à se justifier comme n'importe quelle autre activité économique profitable, on ne peut se résoudre à une explication économique de pratiques qu'il faut replacer dans le contexte social et politique plus large où elles ont cours.

Laurent Jeanpierre (Paris)

**NICOLAS GUILHOT
FINANCIERS, PHILANTHROPES
VOCATIONS ETHIQUES
ET REPRODUCTION DU CAPITAL
A WALL STREET DEPUIS 1970**

PARIS, RAISON D'AGIR, 2004, 173 P. € 8,-

Cet ouvrage explore le lien structurel entre philanthropie et capital dans le contexte de restructuration du capitalisme américain sous l'emprise de la finance de Wall Street. Pour formuler un questionnement original sur le problème banal des rivalités pour le succès dans les affaires, Nicolas Guilhot s'emploie à faire co-exister plusieurs approches. Il s'appuie sur la tradition fractionniste du marxisme pour dépasser l'opposition capital/travail et mettre en avant la concurrence entre différents intérêts capitalistes, en particulier l'industrie et la finance. Il reprend à son compte les travaux consacrés aux relations complexes entre l'administration du capital et sa propriété. L'anthropologie du don de Marcel Mauss lui permet d'étayer le postulat d'analogie entre la philanthropie et le capital, à la différence des approches anti-utilitaristes en sciences sociales qui se contentent d'opposer le don à l'échange marchand. Enfin, le courant de sociologie économique auquel se rattache l'auteur se situe dans le droit-fil de l'analyse bourdieusienne des champs.

Fort de ces outils conceptuels, Guilhot pose l'hypothèse que le renouveau actuel de la philanthropie et l'émergence d'un nouveau discours civique émanant des milieux financiers sont les premières tentatives, encore tâtonnantes, de traiter les nouvelles questions sociales générées par la mondialisation financière. Pour donner la mesure des changements intervenus, il nous rappelle d'abord à quel point la personnalisation des activités comptait dans le milieu de la grande banque d'affaire jusque dans le courant des années 1970. Pour l'auteur, l'idée que la compétence tech-

nique supplante l'héritage social masque l'essentiel. C'est surtout un certain type de compétences sociales qui en remplace un autre. Les prédateurs financiers les plus performants sont souvent «plus proches de la flibuste pure et simple que d'un quelconque *cursus honorum*». (74) «Sous-prolétaires de la finance», ils se chargeront des basses œuvres de la restructuration industrielle exigée par les investisseurs institutionnels.

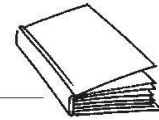
Dans la perspective d'une lutte de classes et de fractions de classes, les nouveaux financiers vont progressivement façonner le conflit qui les oppose à l'aristocratie industrielle et bancaire de telle manière à pouvoir incarner l'intérêt général. Guillot ne manque pas d'exemples aussi bien documentés que truculents. Il fait le portrait de cette «galerie de voyous respectables», selon l'expression employée par la presse financière spécialisée de l'époque. Il nous narre la trajectoire exceptionnelle de la banque Drexel Burnham Lambert et de son gourou Michael Milken jusqu'à la faillite de la première en 1990 et l'incarcération du second. Il nous initie aux instruments de cette lutte, les *junks bonds*, ou obligations «pourries» à haut rendement émises dans le seul but d'un rachat hostile.

C'est au terme de cette lutte que l'auteur revient à la philanthropie. On se doute bien qu'elle permet de gagner en respectabilité. Guillot analyse comment les registres de la vertu et de la morale sont d'abord utilisés par l'establishment.

L'intérêt de la démarche adoptée par l'auteur se trouve dans la possibilité de dépasser le répertoire de la justification, fondé sur le gain de respectabilité et de légitimité de positions acquises au prix d'activités plus ou moins licites. La dépense généreuse comporte une dimension plus active. La victoire du capitalisme financier change la façon de faire de la philanthropie, en transposant sur ce terrain le registre des instruments de la gestion

financière. L'auteur évoque ainsi quelques-unes des pratiques qui caractérisent la «nouvelle philanthropie». Reste à savoir si ces pratiques sont en voie de supplanter les éléphants que restent les Rockefeller, Ford, Carnegie et autres fondations créées par les «barons voleurs» d'un autre siècle. L'auteur ne cite pas de chiffres. Hormis quelques-uns, comme Georges Soros, la plupart ne semblent à ce jour pas avoir profondément institutionnalisé ce champ de pratiques. Or, pour Guilhot, leur capacité à directement orienter les pratiques sociales apparaît plutôt comme «une forme de gouvernementalité» (135) «qui ne vise rien moins que définir les titres légitimes d'exercice du pouvoir». (138 s.)

Cet ouvrage est d'une portée considérable. Son style est enlevé, en dépit de lourdeurs jargonantes, et ses thèses convaincantes, malgré quelques raccourcis discutables. De ce fait, on regrette que l'auteur enferme parfois les pratiques dans une logique transcendante du capital, en contradiction avec la sociologie économique qu'il revendique. C'est ici toute la difficulté à maintenir un équilibre entre le style vigoureux d'un essai abordable et la rigueur d'une démonstration académique. En se donnant pour tâche de suivre graduellement l'émergence de nouvelles pratiques philanthropiques à partir des mécanismes internes à l'univers financier, l'auteur nous livre par ailleurs un récit déséquilibré. Les pages consacrées à la montée en puissance des nouveaux financiers dépassent amplement celles examinant leur conversion philanthropique. L'ancrage précis et l'ampleur de la «nouvelle philanthropie» restent dès lors difficiles à saisir. On voudrait enfin en savoir plus sur la capacité d'émulation des nouveaux philanthropes financiers vis-à-vis des industriels de la nouvelle économie (à la manière de la Fondation Bill & Melinda Gates). De même, en postulant la revanche des propriétaires-actionnaires comme ac-



quise, l'auteur occulte le fait que les cadres dirigeants des grandes entreprises ont eux aussi vu leur rémunération augmenter énormément tout en s'employant à investir le marché de la vertu. Ces critiques n'enlèvent rien au fait que toute personne intéressée par les transferts d'autorité impliqués par l'emprise des grandes fondations américaines dans le traitement des inégalités issues de la mondialisation financière trouvera dans cet ouvrage matière à une réflexion critique peu présente ailleurs.

Jean-Christophe Graz (Lausanne)

**ALAIN CAILLE
DON, INTERET
ET DESINTERESSEMENT
BOURDIEU, MAUSS, PLATON
ET QUELQUES AUTRES**

NOUVELLE EDITION AUGMENTEE, PARIS,
LA DECOUVERTE/MAUSS, 2005, 352 P. € 28,-

L'ouvrage réédité et augmenté d'Alain Caillé est devenu un classique des sciences sociales francophones depuis sa première parution en 1994. Il offre une nouvelle entrée, principalement théorique, aux travaux collectifs du Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales (MAUSS), en prolongement du manifeste de cette école de pensée sociale et politique, *Critique de la raison utilitaire*, publié en 1989 par le même auteur, qui en est aussi le principal animateur. A travers une revue et une collection éditoriale, le MAUSS a contribué en France à dénoncer le poids de l'économisme et de l'utilitarisme, dominants depuis le milieu des années 1970, dans plusieurs courants des sciences économiques et sociales. Au moyen d'une relecture de l'*Essai sur le don* que proposait Marcel Mauss en 1923/24, le mouvement d'A. Caillé a proposé depuis dix ans la construction d'une «anthropologie du don».

A. Caillé s'est fait connaître au début des années 1980 à travers, notamment, sa critique de l'anthropologie et la sociologie de P. Bourdieu. Augmentée et précisée, cette critique de l'utilitarisme et de l'économisme prêtés à l'auteur de *La Noblesse d'Etat* occupe près de la moitié du volume republié aujourd'hui. Caillé propose ainsi de distinguer un «premier Bourdieu» – de l'ethnologie kabyle à *La Distinction* – qui établit que l'action désintéressée dissimule un intérêt et un calcul inconscients sur un terrain qui n'est pas économique mais symbolique, et un «second Bourdieu» qui, à partir de 1987/88, reconnaît la possibilité théorique de l'action désintéressée et la diversité des scènes sociales où s'investir sans pour autant, selon Caillé, déployer la question du don et de l'altruisme véritables, relégués au rang de vestiges des sociétés du passé. Un texte ajouté à la nouvelle édition de *Don, intérêt et désintéressement* propose une critique de la critique de l'économie politique proposée dans *Les Structures sociales de l'économie* (2000) et affirme que «Bourdieu présuppose que l'autonomie de l'économique serait nulle et non avenue, qu'il n'existe aucune réalité spécifique de l'économie, que celle-ci ne jouit d'aucune consistance propre» (316) par rapport aux autres sphères de la pratique. Sur un plan positif, Caillé tient que le désintéressement, le don ou l'amour sont irréductibles à l'intérêt. La reformulation opérée par le «second Bourdieu» d'une théorie de l'action où la logique des dispositions intégrées dans l'habitus rejoint une logique de l'intérêt, à une théorie où l'habitus se manifeste dans différents champs par *illusio* ou *libido*, rejoint sa propre distinction entre un «intérêt à» et un «intérêt pour», le plus souvent assimilable au plaisir.

On retiendra, également, une lecture critique de *L'énigme du don* de M. Godelier, qui se demandait, en prolongeant Mauss, pourquoi les dons font retour,